

"Les divergences sur l'adhésion de la Turquie se radicalisent" dans Bulletin Quotidien Europe (7 janvier 2005)

Légende: Le 7 janvier 2005, Ferdinando Riccardi, rédacteur en chef de l'Agence Europe à Bruxelles, pointe les arguments des défenseurs et des adversaires de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Source: Bulletin Quotidien Europe. 07.01.2005, n° 8861. Bruxelles: Agence Europe.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_divergences_sur_l_adhesion_de_la_turquie_se_radicalisent"_dans_bulletin_quotidien_europe_7_janvier_2005-fr-e49ba6b8-2b20-4e01-a92f-45b79ff11ed2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Les divergences sur l'adhésion de la Turquie se radicalisent

Avant de conclure, au début de la semaine prochaine, mes réflexions sur le dossier turc, il me paraît utile de rendre compte de quelques prises de position marquantes publiées dans la période des fêtes qui montrent que les positions des responsables politiques européens, loin de se rapprocher, se radicalisent. J'ai retenu comme champion de l'adhésion turque le Premier ministre belge Guy Verhofstadt, et le parlementaire européen Jean-Louis Bourlanges comme adversaire, car ils représentent efficacement et avec brio les positions opposées, tout en étant l'un et l'autre favorables à l'approfondissement de l'intégration européenne.

Les avantages de l'adhésion turque, selon le Premier ministre belge. Guy Verhofstadt a radicalement épousé, dans une interview au quotidien "Le Soir" de Bruxelles, la thèse selon laquelle l'UE atteindra, avec la Turquie, les dimensions nécessaires pour jouer un rôle autonome et important dans le monde. En répondant à ceux qui affirment qu'avec l'adhésion turque "le rôle politique de l'Europe va s'affaiblir", il a déclaré: "Je pense le contraire: le rôle mondial de l'UE va se renforcer du fait de la taille et du poids géostratégique de la Turquie." Il voit dans cette adhésion d'autres avantages majeurs: "Ne fermons pas les yeux! Négocier, c'est la meilleure manière de faire pression pour que la Turquie soit un Etat qui respecte les droits de l'homme et les grands principes humanistes. Faut-il laisser tomber la Turquie dans le fondamentalisme islamique? (...) Pourquoi avons-nous élargi l'Union vers les pays méditerranéens? Parce qu'on voulait ancrer dans la démocratie l'Espagne, le Portugal et la Grèce. On le fera aussi avec les Républiques des Balkans, pour en finir avec les cruautés des années 90. C'est exactement pour les mêmes raisons qu'il faut le faire avec la Turquie (...) Si un Etat veut accepter nos valeurs, les faire prévaloir dans sa société, pourquoi refuser son adhésion?"

Et le problème de Chypre? En l'absence de la reconnaissance de Chypre, les négociations d'adhésion ne commenceront pas, a reconnu M. Verhofstadt. Mais "c'est un problème de fond, sur le terrain, qui ne peut pas être résolu par de simples arguments juridiques. Imaginons que l'UE exige la reconnaissance de Chypre et que la Turquie refuse: on se quitte et on n'entame pas les négociations d'adhésion; le problème n'est pas réglé! Essayons de voir les aspects positifs: hier, il y avait la guerre là-bas. Aujourd'hui, Chypre est dans l'UE, des négociations vont être entamées avec la Turquie, il y a une véritable perspective de trouver une solution." Et les répercussions de l'adhésion turque sur la nature de l'UE? La perspective d'une sorte de "groupe pilote" (même si ces mots ne sont pas prononcés) n'effraie pas du tout le Premier ministre: "le rapprochement entre un certain nombre de pays sur la base des mécanismes prévus par le traité constitutionnel est inscrit dans le cours de l'histoire. Cela existe déjà, l'euro et la zone Schengen en sont des exemples. Et nous avons commencé à faire de même avec la défense." L'adhésion turque n'empêchera en rien cette évolution.

La fin des ambitions européennes, selon Jean-Louis Bourlanges. Tout autre est l'opinion du président de la commission des libertés publiques du Parlement européen. Pour lui, l'ouverture à la Turquie "constitue une rupture fondamentale dans l'histoire de la construction européenne. L'adhésion programmée de la Turquie sonne le glas des deux ambitions qui sont, depuis 50 ans, à la base de l'entreprise: l'affirmation politique d'une unité de civilisation et une capacité commune d'action à caractère fédéral. L'Union aura vocation à devenir une ONU régionale aux frontières provisoires ou arbitraires, condamnée par ses divisions à fonctionner sur un mode intergouvernemental (...) L'hétérogénéité culturelle, économique et sociale massive de la future UE lui interdira de devenir une communauté politique solidaire et démocratiquement organisée, et les institutions - Commission et Parlement compris - seront transformées en autant de champs clos offerts aux rivalités nationales et à la confrontation des Etats". M. Bourlanges considère aussi comme inévitable la "remise en cause des grandes politiques communes: politique agricole et politique régionale". Il estime que la faiblesse de l'Europe ne réside pas dans "son extension insuffisante mais dans son manque de cohésion". Pour lui, "la diabolisation du club chrétien" n'est qu'un subterfuge qui cache la vérité; et la vérité, c'est que "dans l'ensemble" les chefs de gouvernement sont "acquis à l'idée de transformer l'UE en un simple club intergouvernemental". Avec la Turquie, on aura "une Europe molle, informe et querelleuse".

Je rappelle pour mémoire : a) le commentaire de Valéry Giscard d'Estaing, dans sa concision digne des historiens de la Rome ancienne: "C'est une décision malheureuse que les Européens vont regretter car elle

va interrompre le processus d'intégration voulu par les Pères fondateurs"; b) la prise de position de l'ancien Commissaire européen Karel Van Miert allant dans le même sens que M. Bourlanges; c) la déclaration de Bernard Bot, ministre néerlandais des Affaires étrangères et à ce moment-là président du Conseil de l'UE, selon lequel la Turquie contribuera à donner à l'Union, en termes de population et de capacité militaire et économique, le poids nécessaire pour être "*cette puissance politique que nous souhaitons devenir*".

(Ferdinando Riccardi)